

Envoyé en préfecture le 05/12/2025

Reçu en préfecture le 05/12/2025

Publié le

ID : 001-210101739-20251202-2025\_118\_DEL-DE

Berger  
Levrault

EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : MISE A JOUR DU RÉGIME DES ASTREINTES DES AGENTS DE LA POLICE  
MUNICIPALE (4.5)

**L'an deux mille vingt-cinq, le 1<sup>er</sup> décembre à 18 heures 30,** le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur **Patrice DUNAND, Maire.**

Nombre de conseillers en exercice : 33  
Nombre de conseillers présents : 23  
Nombre de conseillers votants : 31

Date de convocation du Conseil : **24 novembre 2025**  
Date d'affichage de la convocation : **24 novembre 2025**

**Présents :** Monsieur DUNAND (maire), Mesdames COURT, VANEL-NORMANDIN, ZELLER et Messieurs PELLÉ, VENARRE, CRUYPENINCK, IVANEZ, DESAY (adjoints), Mesdames COSSARD, ASSENARE, VUILLIOT, HUSSON, GIET, LUZZI, GARNIER-SIMON et Messieurs ROBBEZ, CADOUX, LEVITRE, SIGAUD, VAN VAEREMBERG, MOLINAS, DUVILLARD (conseillers).

**Pouvoirs :**

Madame GILLET donne pouvoir à Mme COURT,  
Mme CETTIER donne pouvoir à Mme HUSSON,  
Mme DA SILVA DIAMANTINO donne pouvoir à Mme GIET,  
Mme REYGROBELLET donne pouvoir à Mme COSSARD,  
M. PELLETIER donne pouvoir à M. MOLINAS,  
M. MAZET donne pouvoir à Mme ASSENARE,  
M. DANGUY donne pouvoir à M. CADOUX,  
M. BOCQUET donne pouvoir à Mme GARNIER-SIMON.

**Absents :** Mme CHARRE et M. JUILLARD excusés.

Secrétaire de séance élue à l'unanimité : Madame Dominique COURT.

Le conseil municipal,

**VU** le code général des collectivités territoriales,

**VU** le code général de la fonction publique,

**VU** le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale,

**VU** l'arrêté du 3 novembre 2015 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions,

**VU** la délibération du conseil municipal n° 2018-DEL-147 du 5 novembre 2018 de mise en place et indemnisation des astreintes d'exploitation,

**VU** la note de synthèse,

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'organiser la continuité de certains services en dehors des horaires habituels de travail,

**CONSIDÉRANT** qu'une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de sa collectivité,

**CONSIDÉRANT** que si l'agent doit effectivement intervenir, le temps d'intervention pendant l'astreinte ainsi que, le cas échéant, le temps de déplacement aller-retour sur le lieu de travail sera considéré comme du temps de travail effectif,

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions réglementaires énoncées ci-dessus, de déterminer par délibération les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et leur indemnisation ou compensation ainsi que la liste des emplois concernés,

**CONSIDÉRANT** les besoins de la collectivité et la nécessité d'actualiser le régime des astreintes ainsi que les indemnités qui s'y rattachent,

**CONSIDÉRANT** que les agents de police municipale sont soumis à des astreintes et qu'il est souhaitable de mettre en place cette possibilité pour les agents ne bénéficiant pas d'un logement de fonction,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 05/12/2025  
Reçu en préfecture le 05/12/2025  
Publié le  
ID : 001-210101739-20251202-2025\_118\_DEL-DE

- **RAPPELLE** que les agents de la police municipale bénéficiant d'un logement de fonction sont tenus d'accomplir un service d'astreinte,
- **DÉCIDE** d'adapter le régime des périodes d'astreintes existant aux agents de la filière police municipale ne disposant pas d'un logement de fonction, afin d'être en mesure d'intervenir comme suit :

Services et emplois concernés	Modalités et périodes d'intervention	Période et horaires d'astreinte
Cadres d'emplois de la filière police municipale (catégorie C ou B) – Agents de police municipale ne bénéficiant pas de logement de fonction par convention d'occupation précaire avec astreintes.	Interventions d'urgence imprévues dès lors que la continuité du service public ou la sécurité des biens et des personnes l'impose.  Renfort aux équipes présentes. Mise en sécurité en cas d'accident/événement important.	Notamment : Semaine complète / Week-end / Nuit

- **FIXE**, pour les agents ne disposant pas d'un logement de fonction, les modalités de décompte des astreintes comme suit :

- **Astreinte ou récupération**

Période	Montant de l'indemnité	Repos compensateur
1 semaine d'astreinte	149,48 €	1,5 jour
Du lundi matin au vendredi soir	45,00 €	0,5 jour
Week-end (du vendredi soir au lundi matin)	109,28 €	1 jour
1 nuit de semaine (entre lundi et samedi)	10,05 €	2 jours
Le samedi ou une journée de récupération	34,85 €	0,5 jour
Le dimanche ou un jour férié	43,38 €	0,5 jour

- **FIXE**, pour l'ensemble des agents de la police municipale, les modalités de décompte des interventions comme suit :

- **Intervention ou récupération**

Période	Montant de l'indemnité	Repos compensateur en % du temps d'intervention
Jour de semaine	16 € / heure	110 %
Samedi	20 € / heure	110 %
Nuit	24 € / heure	125 %
Dimanche ou jour férié	32 € / heure	125 %

- **PRÉCISE** que les montants et taux présentés ci-dessus seront revalorisés selon l'évolution de la réglementation,
- **INDIQUE** que le Comité social territorial (CST) a émis un avis favorable à cette mise en place,
- **PRÉCISE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'exercice,
- **AUTORISE** Monsieur le maire ou un adjoint délégué à signer toutes pièces de nature administrative ou financière nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Envoyé en préfecture le 05/12/2025

Reçu en préfecture le 05/12/2025

Publié le

ID : 001-210101739-20251202-2025\_118\_DEL-DE



Pour copie conforme,

Fait à Gex, le 2 décembre 2025.

Le maire,  
**Patrice DUNAND**

La secrétaire de séance,  
**Dominique COURT**



Le maire soussigné certifie le caractère exécutoire de la présente délibération, télétransmise à la Sous-Préfecture de Gex le 5 décembre 2025 et publiée sur le site internet de la ville de Gex le 5 décembre 2025.

Envoyé en préfecture le 05/12/2025

Reçu en préfecture le 05/12/2025

Publié le



ID : 001-210101739-20251202-2025\_118\_DEL-DE